

Compte rendu du petit-déjeuner
du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30
à La Cour des Consuls
(46, rue des Couteliers – 31010 Toulouse)

présidé par
Bernard Aulagne,
président de *Coénove*

autour de
Madame Madeleine Charru,
directrice de *Solagro*, vice-présidente
du *CLER - réseau pour la transition
énergétique*, personnalité associée
du *CESE*

*Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif,
est destiné aux participants.
Pas de reproduction sans autorisation.*

LES TERRITOIRES, ACCÉLÉRATEURS DE RÉUSSITE FACE AUX DÉFIS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

EN BREF

Madeleine Charru, directrice de l'association *Solagro* et vice-présidente du réseau *CLER*, présente un état des lieux de la transition énergétique en France, et en particulier à l'échelle des territoires, à la lumière d'un rapport édité par le *CESE*.

Les moyens ne sont pas à la hauteur

Madeleine Charru explique que le rapport réalisé par le *CESE* dresse un constat sans concessions. Alors que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté en 2015-2016, la France est la mauvaise élève de la classe européenne, aux côtés des Pays-Bas, en matière de transition énergétique. La trajectoire empruntée ne s'avère pas satisfaisante et Madeleine Charru affirme que les moyens ne sont pas à la hauteur du défi. Les territoires, qui ont un rôle majeur à jouer et sont en première ligne, en sont le symbole : ils font preuve de bonne volonté, mais ils pâtissent de dotations budgétaires insuffisantes. De plus, le rapport du *CESE* souligne l'existence d'un déficit en matière de compétences et de formation professionnelle.

Des propositions pour améliorer la transition énergétique

Si le tableau dressé par Madeleine Charru apparaît sombre, la directrice de *Solagro* identifie néanmoins trois pistes pour engager la transition énergétique dans les territoires. Elle incite à davantage de cohérence au niveau national, elle invite chacun à engager à son échelle des actions le plus rapidement et le mieux possible et à ne pas négliger l'agriculture et l'alimentation qui représentent 30 % des émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, elle souligne les efforts à engager dans le secteur du bâtiment, rappelant la responsabilité des territoires en matière de lutte contre la précarité énergétique, de rénovation et d'éradication des passoires énergétiques à l'horizon 2025. Enfin, l'une des autres clés de la réussite de cette transition consiste à maintenir un mix énergétique pluriel et diversifié, faisant la part belle aux énergies renouvelables, dont le gaz – une position portée et partagée par *Coénove*. Le chemin est encore long, mais la vice-présidente du *CLER* a rappelé qu'il existe déjà des dispositifs financiers pour accomplir toutes ces missions et appelle à l'intelligence collective.

Compte rendu du petit-déjeuner
du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30
présidé par Bernard Aulagne, président de Coénove,
autour de Madame Madeleine Charru,
directrice de Solagro, vice-présidente du CLER
- réseau pour la transition énergétique,
personnalité associée du CESE,
sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de
réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif,
est destiné aux participants.
Pas de reproduction sans autorisation.

Bernard Aulagne, président de Coénove

Jean-Jacques Bolzan, conseiller régional d'Occitanie, adjoint au maire de Toulouse, conseiller de Toulouse Métropole

Ghislaine Cabessut, conseillère départementale de Haute-Garonne, membre de la commission Logement, Développement durable

Raphaël Catonnet, directeur général délégué d'Oppidea

Madeleine Charru, directrice de Solagro, vice-présidente du CLER-réseau pour la transition énergétique

Jean-Claude Chibarie, agriculteur, vice-président de la commission Promotion et Attractivité de la Métropole, Aménagement de la CCI de Toulouse

Maurice Fadel, chercheur au Laboratoire plasma et conversion d'énergie (Laplace)

Nicolas Gayet, chargé de projet Énergie/climat, Citoy'enR

Jérôme Grepinet, adjoint au maire de Montrabé en charge de l'Environnement, du Développement durable et des mobilités

Isabelle Hardy, conseillère municipale de Toulouse, présidente du groupe Génération.s, Socialisme et Écologie, conseillère de Toulouse Métropole

Jean-Michel Hupé, chercheur CNRS en sciences cognitives, membre du groupe de travail « Alternatives territoriales » d'Alternatiba Toulouse

Julien Klotz, conseiller départemental de Haute-Garonne, président de la commission Logement, Développement durable

Diana Kondé, collaboratrice de Mickael Nogal, député de la Haute-Garonne

Simon Lalanne, consultant Bourry, Tallon & Associés

Florence Lievyn, déléguée générale de Coénove

Émilie Marsaud, chargée de mission bonnes pratiques et communication à la FNE Midi-Pyrénées

Antoine Maurice, conseiller municipal de Toulouse, président du groupe « Toulouse Vert Demain », conseiller de Toulouse Métropole

Pascale Piquemal, déléguée territoire Sud-Ouest à GRDF

Vincent Réquillart, directeur de recherche à l'INRA

Jean-Louis Reuland, conseiller municipal de Toulouse en charge des Archives et de la Documentation

Bénédicte Riey, chef de projets territoriaux à la Région Occitanie

Thierry Rocque, conseiller du président de Coénove

Frédéric Rolland, délégué marché d'affaires à GRDF

Hugo Ronsin, directeur en charge des événements de M&M Conseil – Bourry, Tallon & Associés

Serge Sage, conseiller municipal de Saint-Alban, membre de la commission Aménagement du territoire – environnement

Thierry Schuller, professeur à l'Institut mécanique des fluides de Toulouse

Geoffrey Van Nuvel, chargé de mission Énergie, Conseil départemental de la Haute-Garonne

Brunehilde Vioujard, chef de projets territoriaux – Énergie Climat à l'ARPE Occitanie

Kathy Wersinger, conseillère régionale d'Occitanie, vice-présidente de la commission Transition écologique et énergétique, Biodiversité, Économie circulaire, Déchets

Compte rendu du petit-déjeuner
du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30
présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*,
autour de Madame Madeleine Charru,
directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER*
- réseau pour la transition énergétique,
personnalité associée du *CESE*,
sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de
réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

*Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif,
est destiné aux participants.
Pas de reproduction sans autorisation.*

Introduction par Simon Lalanne, Cabinet BTA

Bonjour à tous et à toutes,

Merci d'être présents ce matin pour le troisième petit-déjeuner du club « Une Énergie d'Avance », fondé à l'initiative de *Coénove* et qui réunit régulièrement à Paris ou bien en régions les décideurs publics et les acteurs de la filière pour susciter le débat et faire avancer la réflexion sur la transition énergétique.

Nous sommes ravis d'accueillir aujourd'hui Madame Madeleine Charru, directrice de *Solagro* et vice-présidente du *CLER-réseau pour la transition énergétique*, également personnalité associée au *CESE* et qui a été rapporteure à ce titre, début 2018, de l'avis « Comment accélérer la transition énergétique : avis sur la mise en œuvre de la loi sur la transition énergétique ».

Je vais maintenant laisser la parole au Président Bernard Aulagne, puis suivra la présentation de Madame Charru et une session de questions-réponses.

Merci à tous.

Bernard Aulagne, Président de Coénove

Merci encore à tous et à toutes d'avoir répondu à notre invitation pour participer à ces échanges sur la transition énergétique.

L'association *Coénove*, créée en 2014, a pour objectif de contribuer à la conception et au déroulement de la transition énergétique. Nous étions convaincus que cette démarche ambitieuse pouvait être réalisée à partir d'une approche fondée sur la complémentarité des énergies, c'est-à-dire un mix dans lequel chaque énergie apporte sa contribution.

L'association s'est créée en 2014 lors des premiers débats sur la transition énergétique. Mais à cette époque, toutes les énergies n'étaient pas concernées ; le gaz était peu au centre des discussions, ce qui n'était pas le cas de l'énergie renouvelable électrique.

Nous sommes tous convaincus de la nécessité de la transition énergétique, en particulier dans le bâtiment. L'atteinte de cet objectif passe par une approche fondée sur la complémentarité des énergies, où le gaz a un rôle important à jouer : d'une part, il permet de contribuer au développement des énergies renouvelables électriques et, d'autre part, il devient lui-même progressivement une énergie renouvelable.

Les études que nous avons menées et les réunions-débats auxquelles nous avons participé nous en ont convaincus. Nous organisons des clubs d'échanges à Paris et dans les territoires, qui ont un rôle clé à jouer dans cette transition et sommes ravis de vous accueillir dans ce cadre aujourd'hui.

Madeleine Charru, Personnalité associée CESE

Je vous remercie de nous donner l'occasion de nous rencontrer pour engager un débat.

Je suis directrice de *Solagro* qui est une association Loi 1901. Elle se situe à Toulouse depuis plus de trente-cinq ans et s'évertue à imaginer, promouvoir et accompagner les transitions énergétique, agricole et alimentaire. Notre rôle consiste aujourd'hui en la promotion de la méthanisation et, de façon plus générale, de la production de gaz renouvelables, des questions d'agriculture et de climat avec en particulier les questions de vulnérabilité et d'adaptation. Je suis par ailleurs Vice-présidente du *CLER, réseau pour la transition énergétique*. Il s'agit d'une structure nationale qui existe depuis à peu près aussi longtemps que *Solagro* et qui rassemble différents acteurs : des associations qui en sont les fondateurs, mais aussi des entreprises et des collectivités. Ce réseau rassemble aujourd'hui plus de 100 personnes sur 60 territoires engagés. Pourquoi cette mixité ? Parce que nous sommes convaincus que la transition est l'affaire de tous et que les différents acteurs doivent discuter ensemble pour faire progresser cette cause.

Le *CLER* anime entre autres le réseau *RAPPEL*, qui lutte contre la précarité énergétique. Nous sommes aussi à l'initiative de *Rénovons*, un collectif composé notamment du *Secours catholique*,

Compte rendu du petit-déjeuner
du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30
présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*,
autour de Madame Madeleine Charru,
directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER*
- réseau pour la transition énergétique,
personnalité associée du *CESE*,
sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de
réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

*Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif,
est destiné aux participants.
Pas de reproduction sans autorisation.*

de la *Fondation Abbé Pierre* sur l'éradication des passoires énergétiques et dont *Coénove* fait également partie. Nous animons également la coalition pour l'efficacité énergétique et un réseau d'organismes de formation. Vous l'avez dit, j'ai l'honneur de participer aux travaux de la section environnement du *CESE* au niveau national. Dans ce cadre, j'ai été co-rapporteuse, avec Guillaume Duval, le rédacteur en chef d'*Alternatives Économiques*, d'un avis sur la mise en œuvre de la loi sur la transition énergétique ou encore « Comment accélérer la transition ».

Cet avis du *CESE* nous a d'abord permis de dresser un constat qui n'est pas bon : aujourd'hui, nous ne sommes pas du tout sur la bonne trajectoire. Les émissions de gaz à effet de serre ont progressé en 2015-2016, et celles des transports ne diminuent pas du tout. Les mesures existantes ne sont pas satisfaisantes. Nous sommes, avec les Pays-Bas, bons derniers en ce qui concerne la réalisation des objectifs à 2020 en matière d'énergies renouvelables : 15 % au lieu des 23 % fixés au niveau européen. D'une façon générale, les moyens mis à disposition ne sont pas à la hauteur des ambitions.

Il est clair que les territoires ont un rôle important à jouer ; ceux sur lesquels nous comptons beaucoup sont en première ligne dans la loi de Transition énergétique, mais ils ne disposent pas de dotations budgétaires suffisantes. Les règles de finances publiques et les engagements auxquels ils sont soumis (notamment la réduction de leurs dépenses) peuvent être contraires aux objectifs de la transition énergétique. La semaine dernière, la ville de Lorient nous expliquait comment son souhait d'investir dans une opération de méthanisation mettait à mal ses engagements de réduction budgétaire en dépit du fait que cela générerait des recettes et des économies par la suite. Ces recettes ne sont pas aujourd'hui prises en compte dans les dépenses publiques, ce qui pose un vrai problème.

Ce rapport du *CESE* constate également que l'organisation des pouvoirs publics n'est pas optimale. Rien ne permet de penser que les treize schémas régionaux, les SRADDET, vont retrouver leurs orientations au sein de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) actuellement en discussion. Il n'y a pas de lien entre les régions qui programment et les objectifs nationaux. Je ne sais d'ailleurs pas si les régions se sont préoccupées de savoir si les PCAET de leurs territoires allaient bien concourir, en Occitanie par exemple, aux objectifs liés à la « Région à Énergie Positive ». Je pense qu'il y a là aussi un gros travail d'organisation à faire, et que le déficit en la matière ne facilite pas les choses. Il existe également un fort déficit sur le volet compétence et formation

professionnelle, pourtant une attribution de la région : la PPE précédente n'en fait pas mention, alors que c'est un élément clé de l'engagement de cette transition.

Alors comment engager la transition dans les territoires ? Voici trois propositions :

- intervenir au niveau national, échelon cohérent et conséquent sans lequel il sera très difficile pour les territoires de faire la transition énergétique ;
- que chacun fasse ce qui est possible à son échelle de décision et engage des actions le plus rapidement et le mieux possible ;
- ne pas négliger l'agriculture et l'alimentation.

Je ne peux que vous encourager à soutenir l'initiative de la quasi-totalité des territoires qui ont en quelque sorte « convoqué » les ministères le 4 juillet prochain (Conférence des territoires). Une tribune sur ces questions a été publiée dans *Le Monde* le 23 mars et une conférence de presse est prévue le 18 juin. Notre contribution Climat-Énergie va croître pour atteindre quelques milliards d'euros : il faut absolument qu'elle soit pour partie rendue aux territoires afin qu'ils disposent d'un budget Transition énergétique dans la durée sur lequel ils puissent compter pour s'engager et faire des projets de long terme, plutôt que de répondre, comme ils le font aujourd'hui, à des appels à projets au coup par coup qui ne permettent pas du tout de s'engager dans la durée. C'est une demande forte que les collectivités formulent depuis longtemps, et si le Sénat avait voté pour cette répartition l'année dernière, l'Assemblée nationale a retoqué cette décision. Je pense qu'il faut débattre à nouveau de ce sujet, car l'évolution des moyens financiers est la question de base de la transition énergétique.

En matière d'organisation, je pense qu'il est vraiment important que les territoires se dotent d'outils communs pour prévoir, suivre et évaluer. Dans le rapport du *CESE*, nous avons noté un très fort déficit en matière de suivi et d'évaluation. Au sujet des 500 000 logements à rénover chaque année, objectif fixé lors du Grenelle de 2008, les chiffres dont nous disposons en 2018 datent de 2014, c'est dire la difficulté à suivre l'évolution des dispositifs de rénovation. Je pense que si nous voulons évoluer et nous engager, nous devons savoir où nous allons et suivre notre action. Cela peut être un objectif de la Conférence des territoires. Quelques régions comme la Franche-Comté se sont engagées, et trois autres régions travaillent sur un outil commun pour évaluer leur SRADDET. Il faut éviter que chacun, territoire ou région, travaille seul de son côté : cela engendre des pertes de temps, car tous ont les mêmes exercices à faire. Il y a trop peu d'outils communs, et je vous engage vraiment à travailler là-dessus.

UNE ÉNERGIE D'AVANCE

Compte rendu du petit-déjeuner
du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30
présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*,
autour de Madame Madeleine Charru,
directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER*
- réseau pour la transition énergétique,
personnalité associée du *CESE*,
sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de
réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

*Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif,
est destiné aux participants.
Pas de reproduction sans autorisation.*

D'une façon plus générale, sur les moyens de la contribution Climat-Énergie, je pense qu'il faut rester en veille sur les budgets de l'ANAH pour la rénovation, en particulier des habitats précaires. Il faut être vigilant en ce qui concerne le décret de décence, qui n'est pas suffisamment strict, ainsi que sur la mise en place d'un dispositif qui permette d'atteindre l'un des objectifs de la loi, c'est-à-dire l'éradication des passoires énergétiques à l'horizon 2025. Aujourd'hui, le plan de rénovation qui nous a été présenté ne dit pas comment l'atteindre. Je pense qu'il est important d'y veiller au niveau national. Au sujet des moyens alloués à la transformation professionnelle, j'ai vu que Madame Delga, Présidente de la Région, avait 59 millions d'euros pour la région Occitanie. J'espère qu'une partie sera dédiée à la formation pour la transition énergétique, pour laquelle il y a de gros efforts à fournir.

De façon plus prosaïque, je pense qu'il est important que chacun participe à son échelle. La démarche TEPOS telle qu'elle est conçue par le *CLER* ne consiste pas à produire l'énergie que l'on consomme, mais à mobiliser l'ensemble des gisements d'énergie sur les territoires avec des principes de sobriété et d'efficacité. Il s'agit aussi de valoriser les potentiels renouvelables, pas seulement ce dont on a besoin, sinon on aura beaucoup d'énergies dans la campagne et rien en ville. Ce lien rural-urbain est très important, et doit être encouragé.

La liste des actions à entreprendre est longue, voici deux focus. Premièrement, en matière de gisement d'économie d'énergie, je crois que le sujet le plus important est celui de la rénovation, pour les bâtiments publics d'abord, puis les logements des particuliers. Pour cela, le fameux service de la performance énergétique de l'habitat, qui est lui aussi dans la loi depuis 2015, doit impérativement être mis en place. La prochaine Conférence des territoires doit justement aborder le détail de ce service, qui devrait ressembler à ce que font les espaces Info-Énergies, et prévoit 100 millions d'euros pour son fonctionnement. L'accompagnement des ménages, à la fois dans leur projet technique et surtout dans l'accès aux différentes offres financières – que ce soit les crédits d'impôt, les aides et des offres de financements adaptées –, est une composante incontournable. Les territoires ont également la responsabilité de la rénovation des fameuses passoires énergétiques ou des logements des publics en précarité énergétique, avec en premier lieu la quantification, la qualification et le repérage des besoins. Un certain nombre de programmes comme le « SLIME » peuvent être complétés par des certificats d'économie d'énergie qui ont prouvé leur efficacité depuis quelques années. Les SLIME et autres dispositifs devraient être déclinés sur l'ensemble des territoires.

Le passage à l'acte ne se fera que si l'accompagnement technique, social et financier est réel et efficace. Le gros du financement de la rénovation doit venir de l'ANAH, mais les territoires ont aussi une responsabilité sur la façon de le mobiliser et des moyens d'agir. Beaucoup d'actions ont été entreprises, comme le prêt-relai en Normandie, qui permet d'engager les travaux avant d'obtenir les aides qui n'arriveront qu'une fois les économies d'énergie réalisées et prouvées. On peut mettre en place des mécanismes financiers qui aideront à faire évoluer les choses, mais, là aussi, les différents niveaux de collectivités doivent pouvoir s'articuler de façon à pouvoir allier le social, le financier, la technique... Parce que la proximité est essentielle dans l'accompagnement de ces publics défavorisés.

Je veux juste rajouter un mot à propos du besoin de valorisation du potentiel renouvelable. Le déploiement d'un mix énergétique et l'organisation de la complémentarité des vecteurs énergétiques sont, à mon sens, très importants. En effet, aujourd'hui, on consomme 50 % de chaleur, 35 % de carburant et 15 % d'électricité spécifique. Il est vrai que lorsqu'on parle de transition énergétique, on parle de transition électrique avec le nucléaire, qui occupe 80 % du débat. Mais nos besoins en électricité spécifique sont assez faibles, et les autres vecteurs méritent qu'on s'y intéresse. Les plus grosses économies peuvent être faites sur la production de chaleur, que l'on peut obtenir simplement avec la géothermie, le bois... Ce sera beaucoup plus difficile pour les carburants. On pense, bien entendu à l'électrique, mais ce n'est pas le seul moyen ni forcément le mieux adapté à la circulation, en particulier pour les véhicules lourds. Le vecteur gaz peut aussi être très intéressant dans ce secteur.

Le dernier point, la petite touche *Solagro*, c'est de ne pas oublier d'inclure les questions alimentaires et agricoles dans le problème de transition. Aujourd'hui, de la fourche à la fourchette, le secteur alimentaire représente 30 % de nos émissions de gaz à effet de serre et un quart de notre consommation en énergie. Autant dire que c'est un secteur à ne pas négliger, d'autant que les objectifs sont de zéro émission nette et que l'agriculture a une forte capacité à stocker le carbone. La loi d'avenir avait mis en place, bien avant la loi sur la transition énergétique, des programmes alimentaires territoriaux, beaucoup plus accessibles aux citoyens, qui s'intéressent de plus en plus à ce qu'il y a dans leur assiette. C'est par ce biais que la population se mobilisera sur la transition énergétique.

Compte rendu du petit-déjeuner du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30 présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*, autour de Madame Madeleine Charru, directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER* - réseau pour la transition énergétique, personnalité associée du *CESE*, sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif, est destiné aux participants. Pas de reproduction sans autorisation.

Questions - Réponses

Bénédicte Riey, chargée de mission transition énergétique de la région Occitanie

Un certain nombre de sujets et de remarques ont été soulevés par Madeleine Charru, auxquelles je vais essayer de répondre. La région Occitanie et Carole Delga ont émis, en novembre 2016, le souhait d'être la première région à énergie positive d'ici 2050. Dans les six mois qui ont suivi, une stratégie a été définie par un certain nombre d'experts, visant à diviser par deux notre consommation d'énergie et à multiplier par trois notre production d'énergie renouvelable d'ici 2050. Puis, après une présentation de ce travail l'an dernier, nous avons mis en place une concertation pour impliquer les acteurs de la région, que ce soit les privés, les territoires ou les citoyens. Des groupes de travail ont été installés pour examiner de façon approfondie certains sujets, notamment le gaz. L'idée est de tendre vers l'objectif de 100 % de gaz renouvelable dans notre région. Pour l'instant, les travaux ne sont pas encore terminés, d'autant moins que nous attendons les résultats du schéma régional biomasse pour alimenter ces commissions. Ainsi, les premiers résultats seront présentés le 25 juin, au cours d'une réunion dans laquelle sera fait le bilan de cette première année de concertation autour de régions à énergie positive.

Pour répondre à la remarque sur les finances publiques, ce n'est pas un affichage politique. Un certain nombre de mesures sont prises et des dispositifs sont élaborés. Nous avons harmonisé nos mécanismes d'aides à la région, notamment ceux sur l'efficacité énergétique, que ce soit l'éco-chèque à destination du privé ou des dispositifs d'aide à la rénovation à destination du logement social. Sur l'efficacité énergétique, un certain nombre de mesures sont mises en place, d'autant que c'est un objectif fort puisque nous sommes aujourd'hui à environ 40 000 rénovations par an. Dans le dispositif « Région à Énergie positive », l'objectif est de passer à 52 000 en 2035 et à 75 000 d'ici 2050. Ensuite, nous avons travaillé sur le développement des énergies renouvelables en instaurant des dispositifs au fil de l'eau pour tout ce qui est thermique ou des appels à projets, notamment sur l'autoconsommation, sur les énergies coopératives et citoyennes. Nicolas Gayet, qui est dans la salle, fait partie de « Citoy'enR », société coopérative d'intérêt collectif, qui a notamment été appuyée par la région. Il vous en parlera lui-même. L'agence régionale Énergie-Climat a été créée, bras armé de « Région à Énergie Positive » avec une partie SPL d'ingénierie territoriale et une partie SEM composée d'un certain nombre de SAS. C'est un outil financier pour accompagner le développement des énergies renouvelables.

En ce qui concerne les SRADDET, « Région à Énergie Positive » se veut le volet énergie du futur schéma. D'autres schémas vont être intégrés dans ce SRADDET par rapport à la biodiversité, et à l'eau. Les territoires vont devoir faire référence à ce SRADDET. C'est vrai qu'il n'y a pas de territorialisation de « Région à Énergie Positive », mais c'est une volonté politique qui permet de laisser aux territoires la liberté d'orienter et de définir leur propre stratégie en fonction de leur potentiel. En revanche, la région donne quand même des préconisations. Dans le secteur urbain, par exemple, l'objectif est d'aller au-delà d'une division par deux des consommations d'énergie, parce qu'il y a un véritable levier d'action sur l'efficacité énergétique, que ce soit dans le bâtiment ou dans la mobilité. Sur les territoires ruraux, l'idée est d'aller au-delà d'une multiplication par trois du développement des énergies renouvelables, parce qu'il y a un potentiel beaucoup plus développé qu'ailleurs.

Madeleine Charru

Je vais rebondir sur la territorialisation. Il n'est pas question que l'État intervienne dans les régions, ni les régions dans les territoires, sinon ce ne serait plus de la décentralisation. Mais il est quand même important de faire remonter et de centraliser les résultats des actions qui ont été menées afin de vérifier que les objectifs nationaux qui ont été fixés sont respectés. Je crois que ce que l'on observe aujourd'hui, c'est que toutes les régions vont être excédentaires en énergie renouvelable électrique, mais pas encore en gaz. C'est un outil de suivi plutôt qu'un outil de planification. Il permet de faire remonter et d'harmoniser un peu les données pour qu'on puisse regarder.

Jean-Michel Hupé, chercheur au CNRS

En plus de mes fonctions au CNRS, je suis aussi représentant d'*Alternatiba*, qui est engagé aussi avec la métropole et les collectivités territoriales pour participer aux objectifs du *PCAET*. Ma question va sans doute vous paraître assez naïve. Si on remonte dans l'histoire, on sait qu'il n'y a jamais eu de transition énergétique, que tout cela repose sur une histoire d'additions, comme l'explique Jean-Baptiste Fressoz. La transition énergétique signifie-t-elle qu'on va une fois de plus additionner toutes les sources d'énergie, les anciennes comme les nouvelles ? A-t-on vraiment les outils pour savoir comment va évoluer cette transition ? En se concentrant uniquement sur la consommation d'énergie, on perd de vue l'empreinte écologique et on oublie que les matériels utilisés dans les énergies renouvelables sont essentiellement fabriqués en Chine. Se préoccupe-t-on de l'impact que nous produisons sur la planète ? Réduire considérablement nos gaz à effet de serre (la métropole a un objectif très

UNE ÉNERGIE D'AVANCE

Compte rendu du petit-déjeuner du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30 présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*, autour de Madame Madeleine Charru, directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER* - réseau pour la transition énergétique, personnalité associée du *CESE*, sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif, est destiné aux participants. Pas de reproduction sans autorisation.

ambitieux d'une réduction de 40 %) en les délocalisant en Chine n'aura aucun effet sur la préservation de la planète.

Nous parlions des outils dont les régions avaient besoin pour développer les énergies renouvelables. Je me demande s'il n'y a pas un intérêt pour les régions d'avoir des expertises indépendantes qui donneraient des informations sur l'impact écologique. Même la rénovation des bâtiments se fait avec des matériaux techniques qui sont importés. Parler de diminution des émissions de gaz à effet de serre avec le remplacement de la moitié du parc automobile par des voitures électriques dans la métropole, pourquoi pas. Mais je voudrais savoir quel est vraiment le bilan, car actuellement nous sommes toujours dans un modèle de croissance inadapté et faire de l'innovation pour de l'innovation, c'est retrouver le modèle des additions. *Alternatiba* essaie de promouvoir un changement de modèle radical, mais voudrait surtout pouvoir mesurer l'impact de ces changements. Est-ce que vous avez des pistes, est-ce que vous avez des chiffres ou des exemples à montrer aux élus et aux experts présents ?

Madeline Charru

Je peux dire que dans les structures dans lesquelles je travaille, que ce soit *Solagro* ou au *CLER*, on est vraiment inscrits dans une démarche de sobriété, d'efficacité, de renouvelable, mais c'est surtout la sobriété et l'efficacité d'abord. J'ai bien dit au *CLER* et chez *Solagro*, car au *CESE*, ce n'est pas le cas. C'est-à-dire qu'effectivement, même si les objectifs de diminution dans la Loi ne sont pas remis en cause, l'inscription dans un modèle économique, disons, moins croissant n'est pas encore acceptée de façon générale. C'est donc une question de choix politiques, économiques et de société, et dans ce choix-là, effectivement, nous pouvons faire des évaluations d'empreintes écologiques.

La rénovation des bâtiments ne se fera pas sans moyens. Je crois que l'on sait aujourd'hui mesurer assez bien nos empreintes écologiques mondiales parce qu'effectivement si nous délocalisons les émissions, nous n'aurons rien gagné au niveau de la planète. La forte baisse des émissions de gaz à effet de serre observée en 2008, au moment de la crise économique, était due à la baisse de l'activité dont une partie s'était délocalisée.

Je partage votre inquiétude au sujet du véhicule électrique. Cette question a été abordée lors des auditions au *CESE*. Il semble qu'il n'y ait pas eu d'études sérieuses voire pas d'études du tout sur le réel impact écologique global, et sur l'organisation du réseau d'approvisionnement très déployé des voitures qu'il faut recharger tous les jours.

Cela suppose des bornes partout. Pour l'instant, tout cela n'a pas été bien mesuré, de vrais sujets de travail et de vraies questions se posent. Comme l'a dit la région Occitanie, la philosophie des territoires réside dans la baisse des consommations. On ne devient pas territoire à énergie positive (TEPOS) si on ne commence pas à travailler sur la base des consommations.

Nicolas Gayet, Citoy'enR

Je représente une coopérative citoyenne qui promeut les énergies renouvelables sur l'aire urbaine toulousaine. Pour répondre à la question des impacts de nos décisions et de leur mesure, il faut être clair : le solaire photovoltaïque reste déficitaire en carbone sur sa durée de vie et approche les 50 à 60 grammes par kilowatts sur trente ans. Mais s'il est déficitaire du point de vue du carbone, d'un point de vue économique, son investissement est remboursé en 3 ans grâce à l'énergie produite. Mais encore faut-il produire cette énergie sur ce territoire. Développer l'éolien sur l'aire urbaine n'est pas simple, de même que produire de l'hydroélectricité. Il reste la biomasse. L'énergie solaire est une filière très adaptée dans un milieu urbain très dense comme Toulouse.

Nous avons conscience de tout cela, nous ne parlons jamais d'économie de carbone quand nous nous présentons. Des gens évoquent encore les économies de carbone en parlant du solaire, mais pas nous, à part lorsque nous parlons de dépendance énergétique. Nous avons calculé notre impact énergétique sur trente ans pour voir quelle quantité de carbone nous laissons ; c'est une réflexion assez récente. Nous pouvons envisager d'aller vers la compensation carbone à l'échelle locale. Nous avons conscience des impacts, mais à Toulouse il reste plus aisé, pour une coopérative citoyenne comme la nôtre, de se concentrer sur l'aspect électricité que sur les aspects chaleur et mobilité.

Vincent Réquillart, directeur de recherche à l'INRA

Je voudrais rebondir sur le dernier point qui a été soulevé par Madeleine Charru. Modifier nos comportements alimentaires et de production aura un impact certain sur les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi sur notre santé.

Ainsi, passer vers une transition énergétique peut avoir des effets sur d'autres indicateurs, et il me semble important que les politiques publiques menées autour de ces domaines – agricole, environnemental... – soient cohérentes entre elles. Je connais moins bien le secteur énergétique, mais il est évident que le même problème d'incohérence doit se poser.

Compte rendu du petit-déjeuner du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30 présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*, autour de Madame Madeleine Charru, directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER* - réseau pour la transition énergétique, personnalité associée du *CESE*, sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif, est destiné aux participants. Pas de reproduction sans autorisation.

Jean-Claude Chibarie, agriculteur

Je pense être le seul agriculteur dans la salle. Le secteur de l'agriculture est en pleine mutation, en dépit d'une population très attachée à ses habitudes territoriales ancestrales. J'ai fait quatre mandats à la Chambre d'agriculture, et j'ai une longue vie de réflexion et d'acteur dans le secteur. Je suis également élu à la Chambre de commerce, ce qui me permet d'avoir une autre vision, et c'est vrai que les interrogations sont fortes.

Vos réflexions me semblent aujourd'hui tout à fait pertinentes, mais l'acteur local que je suis n'arrive toujours pas à voir comment les mettre en application. J'espérais, en venant ici, obtenir des éléments concrets qui permettraient de redonner de l'espoir aux agriculteurs, qui n'en ont plus. Je m'intéresse aux biocarburants depuis longtemps, ainsi qu'aux énergies renouvelables. L'importation récente d'huile de palme m'interpelle fort, même si je comprends que Total développe son business. On a préconisé la plantation de colza, non seulement pour l'aspect énergétique, mais aussi pour l'apport de protéines dans l'alimentation des troupeaux. Pourtant, nous acceptons encore l'importation de soja OGM produit outre-Atlantique ou au Brésil, alors que l'on interdit sa plantation en France. Ce manque de cohérence des politiques est incompréhensible, et j'aimerais que le sujet soit abordé plus précisément.

Pascale Piquemal, Déléguée territoriale GRDF

Madeleine Charru a parlé de vecteur gaz dans la mobilité, essentiellement de gaz naturel véhicule, mais demain le bio-GNV sera plus présent, car ce carburant sera issu de production de méthanisation, donc plus spécifiquement du monde agricole. C'est d'ailleurs une étude *Solagro* qui le donne comme potentiel majeur. Ce gaz naturel bio produit par méthanisation peut être injecté dans le réseau actuel parce qu'il présente les mêmes caractéristiques que le gaz naturel actuel, et de ce fait nous pouvons effectivement arriver à produire un carburant propre. GRDF est très actif dans le déploiement de la mobilité propre par le biais de ce bio-GNV et par le développement du biométhane auprès du monde agricole, qui sera peut-être pour ce dernier une source de revenus complémentaires et qui pourra aussi représenter, dans le schéma d'une économie circulaire, un véritable essor pour les territoires. Bénédicte Riey le soulignait : GRDF est partie prenante du groupe de travail 100 % gaz renouvelable à l'horizon 2050, particulièrement sur la première génération de méthanisation – les deux autres générations, pyrogazéification et « Power to gas », même si elles représentent un intérêt

fort sur la région Occitanie, sont des expérimentations sur du long terme qui produiront également du gaz renouvelable. La méthanisation est en plein développement et nous prévoyons quatre projets d'injection sur la région Occitanie fin 2018. Le déploiement se poursuit en partenariat avec le monde agricole, et nous comptons beaucoup sur sa collaboration.

Geoffrey Van Nuvel, chargé de mission Énergie au Conseil départemental de la Haute-Garonne

Je suis chargé de l'espace Info-Énergie sur le nord du département qui conseille les particuliers, mais son action reste encore très faible en termes de quantité par rapport au nombre de particuliers qui rénovent les logements. En réalité, les premiers conseillers des particuliers sur la rénovation énergétique sont les artisans, et nous constatons que les compétences de ces professionnels sur les rénovations performantes BBC sont quasi inexistantes. Est-il prévu une formation, un encadrement des artisans de la rénovation énergétique pour atteindre ces niveaux de performance importants dans le cadre du projet « Région Énergie Positive » ?

Bénédicte Riey

À la région, il existe un plan de formation professionnelle avec un volet de transition énergétique qui est vraiment en direction des artisans. Nous avons largement diffusé ce besoin de formation et nous communiquons beaucoup avec les bureaux d'études à ce sujet.

Serge Sage, Conseiller municipal à la mairie de Saint-Alban

Une petite collectivité se sent un peu seule pour résoudre des problèmes simples comme l'amélioration énergétique des bâtiments municipaux. Notre parc est plutôt vieillissant et nous aurions besoin en premier lieu d'un diagnostic et d'une étude. Les solutions techniques plus élaborées sont des éléments intéressants, mais dans la gestion de notre budget municipal, la diminution de nos coûts est notre priorité. Les informations que nous recevons ne sont pas suffisamment explicites en ce qui concerne la collectivité. En revanche, elles nous permettent d'orienter nos concitoyens vers des structures adaptées. Nous jouons le rôle de mairie de quartier, et ne disposons pas de tous les éléments, en particulier des aspects financiers. Les chiffres que j'entends – 100 millions d'euros, 50 millions, 30 millions à l'horizon 2050... – sont totalement inenvisageables eu égard à notre budget municipal, même complété par des aides financières.

Compte rendu du petit-déjeuner
du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30
présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*,
autour de Madame Madeleine Charru,
directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER*
- réseau pour la transition énergétique,
personnalité associée du *CESE*,
sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de
réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

*Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif,
est destiné aux participants.
Pas de reproduction sans autorisation.*

Raphaël Catonnet, directeur général délégué d'Oppidea

Au sein de la société d'aménagement de Toulouse Métropole, nous contribuons, chaque année, à la production de 1 000 logements à l'échelle de la métropole. La filière construction se transforme et l'on sait que sur un cycle de vie d'un immeuble, tous usages confondus, l'énergie déployée pour construire et démolir un immeuble représente 50 % du total de ce qui sera consommé dans la vie globale de l'immeuble. Il y a donc des efforts à fournir sur la partie construction. Nous nous attachons à être incitateur, plutôt que prescripteur, car je pense que ce n'est pas en tapant sur la tête des gens que l'on obtient des résultats. En dix-huit mois, nous sommes passés de 10 % à 100 % HQE, et nous travaillons à inciter l'ensemble des constructeurs à s'orienter vers l'immeuble à énergie positive et donc à activer de nouveaux modes de construction. Il est évident que pour être performant dans ce type de démarche il faut s'interroger sur les systèmes constructifs, sur les matériaux renouvelables, sur les matériaux biosourcés. Aujourd'hui, plus de 50 % de notre production s'engage dans cette démarche. Cela nous conduit à envisager de construire un immeuble en bois de grande hauteur dans le quartier de la Cartoucherie, qui est le plus gros projet AdivBois à l'échelle de la France. Toulouse est leader dans ce domaine et doit tirer ainsi cette filière. Nous allons être très attentifs à accélérer la mutation des savoir-faire et les techniques de notre filière, dans nos appels d'offres, dans nos appels à manifestation d'intérêts et dans notre promotion de projets.

Au sujet de l'agriculture, je suis frappé de constater, dans la concertation de nos différents projets, l'attente de « nature ». Nous, aménageurs, sommes confrontés à un défi consistant à conjuguer nature et intensité ou nature et densité. Cela suppose aussi la diversité. Je rêve de créer un quartier où la biodiversité serait boostée, et je pense que je serai bientôt amené à solliciter l'intervention de certains d'entre vous sur ce sujet.

Madeleine Charru

Je voudrais répondre à M. Sage, conseiller municipal à Saint-Alban. Le poste de conseil en énergie répondrait à votre besoin de petite commune : il assume le rôle de conseil en énergie partagée et celui d'économiseur de flux. Ainsi, la mairie de Tournefeuille a récupéré en économie d'énergie le coût de son poste de conseiller dès la première année. Sur les territoires, on a coutume de dire que le trio indispensable est : Info-Énergie, conseil en énergie partagée et animateur Plan Climat. En effet, l'ingénierie territoriale doit être au bon niveau pour que l'ensemble des politiques publiques se

mettent en cohérence. La cohérence des politiques publiques est vraiment importante, notamment à l'échelle territoriale, parce qu'il faut que ces questions de transition soient intégrées dans toutes les politiques d'aménagement, qui n'ont parfois rien à voir et qui ne sont pas traitées dans les mêmes services.

Bernard Aulagne

Merci à tous d'avoir participé activement à ce débat. Il s'est passé un phénomène que j'espérais : certaines réponses ont été apportées par les participants eux-mêmes !

Je voudrais conclure ces échanges de quelques mots en revenant sur la contribution de *Coénove* à la transition énergétique.

L'année dernière, à l'occasion des présidentielles, nous avons conçu une plateforme de réflexion sur les enjeux énergétiques du bâtiment du quinquennat. Voici trois propositions principales. La première, que j'ai déjà évoquée et sur laquelle Madeleine Charru a rebondi, c'est la nécessité de continuer à travailler dans une logique de mix énergétique pluriel et diversifié. Actuellement, le but premier du mix énergétique est d'être capable d'assurer la sécurité et l'approvisionnement du pays dans des conditions économiques acceptables et de plus en plus décarbonnées. En nous fondant sur les deux derniers hivers, nous constatons une amplitude de besoin de 1 à 4 entre l'été et l'hiver, ce qui nous oblige à être capables de satisfaire ces augmentations importantes liées notamment aux conditions climatiques.

Lors des jours les plus froids, l'électricité (toutes technologies confondues) a représenté 30 à 33 % de la puissance nécessaire à nos besoins. Et pourtant, rappelez-vous l'an dernier, lors des bulletins météo, les appels à la vigilance et consignes de sobriété lancées pour réduire nos consommations électriques alors même que ce vecteur ne couvrait qu'environ 1/3 des besoins en puissance, quand le gaz couvrait, au même moment et sans saturation de son réseau, 45 à 50 % des besoins. Nous constatons qu'aujourd'hui la décarbonation du mix énergétique passe avant tout par la décarbonation du gaz au regard de son poids dans la consommation énergétique. Cela nous renvoie effectivement à notre deuxième axe de propositions, qui consiste à aller résolument vers un gaz de plus en plus renouvelable avec des caractéristiques intéressantes pour les territoires. Dans un premier temps, la méthanisation présente un certain nombre d'avantages, de bénéfiques et complémentaires pour la filière agricole en matière d'économie circulaire. Les enjeux vont au-delà du simple aspect énergétique, et c'est ce qui nous semble intéressant d'améliorer dans ces filières.

Compte rendu du petit-déjeuner
du jeudi 14 juin 2018 à 8 h 30
présidé par Bernard Aulagne, président de *Coénove*,
autour de Madame Madeleine Charru,
directrice de *Solagro*, vice-présidente du *CLER*
- réseau pour la transition énergétique,
personnalité associée du *CESE*,
sur le thème : « Les territoires, accélérateurs de
réussite face aux défis de la transition énergétique ? »

*Ce compte rendu, rédigé à titre indicatif,
est destiné aux participants.
Pas de reproduction sans autorisation.*

Enfin la troisième priorité, vous l'avez dit, c'est l'enjeu de la rénovation énergétique. Madeleine Charru a rappelé que le chiffre de 500 000 logements à rénover datait du Grenelle. Il ne s'agit pas simplement de se bagarrer avec des chiffres, mais plutôt d'engager des actions qui permettent d'atteindre véritablement ces objectifs. L'enjeu prioritaire réside dans la réduction des besoins ; il faut faire preuve de sobriété et d'efficacité. Avant de parler de systèmes, il y a un véritable enjeu de réduction des besoins en matière de rénovation énergétique. Voilà quelques éléments de la vision de *Coénove*.

À présent, voici quelques réactions à ce que j'ai entendu. Il me paraît tout à fait important que cette transition aille bien au-delà des aspects énergétique ou écologique : elle est sociétale, elle touche les comportements, les relations entre le national et le local. Comme je le disais au début de mon intervention, nous avons encore beaucoup à faire et à redéfinir parce que nous avons vécu pendant des années sur un certain modèle énergétique, relationnel, de gouvernance, qui est complètement inadapté et mis à mal par les enjeux de la transition énergétique. Dans le même ordre d'idée, je pense que la résolution du problème actuel ne doit pas être notre seule préoccupation. Nous devons aussi en appréhender les conséquences, et il n'est pas facile de mettre en place un processus d'évaluation du sujet. Le débat actuel entre énergie finale et énergie primaire est selon moi quelque peu spéculatif. L'énergie primaire permet quand même de mesurer les conséquences des choix en termes de ressources de la planète, et il me paraît difficilement concevable qu'on la balaye d'un revers de main sous prétexte que la France bénéficie d'une énergie certes décarbonée, mais qui présente d'autres inconvénients, comme la production de déchets nucléaires. Je terminerai par la nécessité qu'a évoquée Madeleine Charru dans son introduction : celle de la cohérence entre le national et le local, même au niveau des territoires. La région doit avoir un rôle d'impulsion, et les territoires doivent s'articuler autour d'elle.

En ce qui me concerne, j'ai été intéressé par tout ce qui a été dit et je vous en remercie. Je vous souhaite de continuer dans cette voie. Merci à Madeleine Charru pour son intervention, qui a permis de poser un certain nombre de questions.

Merci à tous pour votre participation.